

MACRON, L'ALGÉRIE, LA REPENTANCE ET LE DEUX POIDS, DEUX MESURES

L'écrivain, compositeur et journaliste Jean-Pax Méfret répond au président de la République qui a reconnu la responsabilité de la France dans les tortures durant la guerre d'Algérie.

Oui, comme l'a confirmé Emmanuel Macron, Maurice Audin, 25 ans, est mort à Alger, le 21 juin 1957, au cours d'un interrogatoire conduit, sous la torture, par un officier de la 10^e division parachutiste. Mais, notre président de la République aurait pu préciser que, depuis le 7 janvier 1957, les militaires agissaient en toute liberté, forts des pouvoirs de police que leur avait octroyés le gouvernement socialiste, avec l'accord des communistes, pour mener la bataille d'Alger contre le Front de libération nationale. « *L'Algérie, c'est la France!* », tonnait déjà, aux premiers signes de rébellion, le jeune ministre de l'Intérieur François Mitterrand.

LES MILITAIRES AGISSAIENT EN TOUTE LIBERTÉ, FORTS DES POUVOIRS DE POLICE QUE LEUR AVAIT ACCORDÉS LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE.

La population européenne vivait dans une angoisse collective. Une terreur permanente. Le FLN tuait au hasard. À la grenade, au pistolet, au couteau, au rasoir. Dans la rue, sur les plages, aux terrasses des brasseries.

L'attentat déjoué, en novembre 1956, contre l'usine à gaz d'Alger où un militant communiste s'appêtait à déposer une bombe à retardement avait fait prendre conscience aux autorités que le terrorisme était désormais partout. D'où cet appel à l'armée et les excès qui ont pu en résulter.

Macron n'a pas dit, non plus, que le jeune Audin, fils de gendarme, ancien enfant de troupe devenu brillant mathématicien et père de trois



PASCAL GARNIER



enfants, était membre du Parti communiste algérien et qu'il participait activement aux réseaux de soutien des terroristes dont les bombes — fabriquées par des militants de ce sinistre PCA — ensanglantaient la ville. Quelques jours avant son arrestation, des attentats avaient fait 10 tués et 80 blessés, dont une majorité d'enfants, à des arrêts d'autobus, et 8 morts et 92 blessés au casino de la Corniche, un dancing de Bab el-Oued, surtout fréquenté par la jeunesse juive d'Alger. Audin avait contribué à l'exfiltration du responsable du carnage. Le militant communiste avait choisi le camp des ennemis de la France. Il méritait un jugement sévère. Mais sûrement pas cette mort expéditive longtemps enfouie dans les poubelles de l'histoire de cette guerre d'Algérie dont Emmanuel Macron semble oublier les principales victimes: les pieds-noirs et les harkis.

Avant le terrible exode de l'été 1962, les Français d'Algérie ont connu, eux aussi, les fouilles dégradantes, les perquisitions sauvages, les arrestations arbitraires, les camps d'interne-



Le 9 juin 1957, un attentat au casino de la Corniche, à Bab el-Oued, fait 8 morts et 92 blessés. Maurice Audin, militant communiste dont Emmanuel Macron a reconnu qu'il était mort sous la torture, avait contribué à l'exfiltration du terroriste responsable du carnage.

enfants, fut arrêtée en même temps que sa mère âgée de 68 ans, par les gardes mobiles du colonel Debrosse. Elle était accusée d'avoir hébergé des réunions de l'état-major de l'OAS. Pour la faire parler, gendarmes et policiers utilisèrent les méthodes les plus effroyables. De l'humiliation aux coups jusqu'au supplice de la baignoire avec électrodes. Dénudée, garrottée, cravachée, la pauvre femme a vécu l'enfer pendant plusieurs semaines avant d'être finalement relâchée, sans poursuite, et transférée moribonde dans une clinique où les médecins constatèrent l'horreur des sévices. Une autre femme, confrontée aux mêmes tortionnaires, tenta de se suicider en s'ouvrant les veines pour abréger ses souffrances. Découverte baignant dans son sang, elle aussi fut transportée, le visage tuméfié, le corps meurtri, dans un hôpital. Une femme encore, mais militaire celle-là, une ancienne d'Indochine, le capitaine Noëlle Luchetti, de l'entourage de Salan, a connu les mêmes souffrances.

À la caserne des Tagarins, les suspects étaient suspendus par les jambes ou les mains à des anneaux scellés au plafond. Ils avaient parfois les pieds grillés au chalumeau ou étaient empalés sur des bouteilles. Ils passaient la nuit sur des lits de camp, enchaînés dans la position d'écartelé.

Il n'y avait pas de barreaux aux fenêtres et c'étaient des individus dangereux, dira, plus tard, pour se justifier le colonel Debrosse, promu général et sous-directeur de la gendarmerie, au procès de Yan Ziano, autre victime des tortionnaires de la caserne des Tagarins. Ziano, 40 ans, venait d'expliquer son calvaire au tribunal. « Ça a duré quatre heures... J'ai été suspendu, à la façon vietnamienne, recroquevillé, un bâton sur les genoux. On m'a mis des électrodes aux oreilles, au cœur, à l'anus. On m'a empalé. On voulait me faire dire où était le général Salan. »

Les experts confirmeront les sévices constatés sur le corps de Ziano : « Des ecchymoses lui couvraient tout le corps. Il en avait de plus profondes aux poignets et sur les membres; des plaies saignantes. En outre, il présentait deux lésions. L'une génito-rectale et l'autre dans la charnière dorso-lombaire. » ●

**À LA CASERNE
DES TAGARINS,
AUCUN
DES DÉTENU(S)
(FAVORABLES,
EUX, À L'ALGÉRIE
FRANÇAISE)
N'ÉTAIT
SOUPÇONNÉ,
ET ENCORE
MOINS COUPABLE,
DE CRIMES
DE SANG.**

ment, les interrogatoires musclés, les tortures. Dans les derniers mois de l'Algérie française, la caserne de la gendarmerie mobile, aux Tagarins, sur les hauteurs d'Alger, était devenue un centre clandestin d'interrogatoire de suspects arrêtés dans la lutte anti-OAS. Sous l'autorité du colonel Debrosse, gendarmes mobiles, policiers ou barbouzes venus de Paris y pratiquaient la question poussée à l'extrême. Des femmes, des hommes, sympathisants de l'Algérie française, furent martyrisés aux Tagarins par des représentants de l'autorité française qui reprenaient les méthodes utilisées contre certains terroristes du FLN pendant la bataille d'Alger. Mais cette fois, il ne s'agissait pas de savoir où étaient les bombes qui pouvaient à tout instant déclencher des massacres. Aucun de ces détenus n'était soupçonné, et encore moins coupable, de crimes de sang. Ils étaient retenus illégalement. Jusqu'aux aveux ou jusqu'à l'agonie.

Geneviève Salasc, 36 ans, épouse d'un professeur de médecine d'Alger, mère de cinq